

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MAI 1927.

Projet de loi

de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable (1).

CHAPITRES I, II, III ET IV DU PROJET DE LOI.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, PAR M. SOUDAN, AU NOM DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), SUR LES AMENDEMENTS RENVOYÉS A LA COMMISSION (3).

MESSIEURS,

La Chambre se rappelle que, lors de la première discussion des chapitres I et II du projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable, de très vives oppositions au projet se firent jour, qui se traduisirent par le dépôt d'un nombre considérable d'amendements. Pour ne pas risquer de compromettre le sort d'une loi dont personne ne conteste la nécessité ou d'en compromettre tout au moins la bonne confection, il fut décidé de renvoyer à la Commission de la Justice l'ensemble des amendements, pour y faire l'objet d'une étude d'ensemble.

C'est celle-ci qui fait l'objet du rapport complémentaire que nous avons l'honneur de vous soumettre. M. le Ministre de la Justice assista à plusieurs réunions de la Commission. C'est d'accord avec lui que les amendements qui vous sont soumis furent rédigés.

* * *

C'est le chapitre premier du projet qui avait surtout suscité l'opposition de certains membres de la Chambre. Ceux-ci craignaient l'application arbitraire de la loi, soit que celle-ci eût permis aux juridictions d'instruction l'incarcération

(1) Projet de loi, n° 124. (Session extraordinaire 1925.)

Rapports, nos 335 et 341 (1925-1926).

Annales de la Chambre : séances des 23, 30 juin, 2 et 7 juillet 1926.

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, est composée de MM. Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, De Winde, Hallet, Jennissen, Masson, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Van Severen.

(3) Le texte de ces amendements est reproduit à la suite du présent rapport.

dans une annexe psychiatrique de prévenus dont l'état de santé mentale ne justifiait pas une aussi grave mesure, soit qu'à la faveur d'appuis scientifiques certains prévenus ne pussent trop facilement échapper à la responsabilité de leurs crimes ou de leurs délits.

Certains membres avaient proposé purement et simplement la suppression du chapitre premier, faisant disparaître ainsi la mise en observation que ce chapitre organise. La majorité de la Commission ne crut pas devoir se rallier à cette proposition; elle se mit facilement d'accord pour limiter ce que l'article premier du chapitre premier pouvait avoir de trop général, et n'admettre la mise en observation que dans des cas graves, c'est-à-dire tous ceux où la loi autorise la détention préventive. Et, étendant l'amendement pour assimiler complètement la mise en observation à la détention préventive, la Commission vous propose de ne donner à la mise en observation qu'une durée d'un mois. La Chambre du Conseil, dans ces conditions, pourrait, ou ordonner la mise en détention ou en observation, suivant les cas, et, périodiquement, elle aurait à statuer sur le maintien de la mise en observation, comme elle le fait pour la détention préventive.

Il a paru à la grande majorité de la Commission que, dans ces conditions, les craintes rappelées plus haut n'ont plus de raison d'être, et que l'article premier, amendé, donne entière satisfaction.

Signalons cependant les observations présentées par un membre de la Commission, contre le nouveau texte proposé. A son avis, les objections contre le projet restent graves : il constitue — dans sa nouvelle forme — une aggravation de la loi sur la détention préventive. Celle-ci donne lieu, actuellement, à de nombreux abus. Les magistrats maintiennent en détention, sans motifs suffisants. Le nouveau projet ne fait que renforcer les risques auxquels sont soumis les prévenus.

A la rigueur, ce membre aurait accepté le maintien du Chapitre premier, mais à condition que la mise en observation ne pût être ordonnée qu'à la demande du conseil de l'inculpé, uniquement.

Il fut répondu, à cette dernière remarque, que cette proposition pourrait être admise s'il n'y avait que des prévenus riches, mais qu'il faut que la mise en observation puisse être demandée par le Parquet ou ordonnée d'office dans l'intérêt du prévenu pauvre non défendu ou mal défendu.

Votre Commission a réexaminé aussi la question de la classification des maladies mentales justifiant la mise en observation.

La Chambre connaît les bases scientifiques sur lesquelles s'appuie la distinction faite par le projet entre la démence, l'insuffisance ou le déséquilibre mental. La démence, c'est l'aliénation mentale; rentrent dans la catégorie des insuffisants, les nombreux névrosés, psychopathes constitutionnels et dégénérés mentaux, qui gardent un certain contrôle de leurs actes, mais dont la responsabilité peut être atténuée dans des proportions plus ou moins grandes; l'on entend par déséquilibrés ceux qui ont perdu passagèrement tout contrôle sur leurs actes,

Ces distinctions ont suscité de très vives critiques lors de la discussion à la Chambre. Les craintes furent surtout dirigées contre les termes « insuffisance mentale », dont de nombreux membres craignaient le peu de précision.

Comme, en réalité, les auteurs du projet ont toujours voulu n'appliquer la loi qu'aux insuffisants mentaux dont la responsabilité est atténuée dans une mesure sérieuse, l'accord a pu facilement s'établir, en insistant — dans le texte — sur la gravité que doit revêtir l'insuffisance de la débilité ou du déséquilibre mental pour justifier l'envoi du prévenu dans une annexe psychiatrique.

Un membre de la Commission aurait voulu ne maintenir dans le texte que la notion de démence. D'après lui, la jurisprudence — poussée par les nécessités pratiques — a étendu considérablement la notion scientifique de la démence, en faisant rentrer dans ce terme tous les cas de maladies mentales qui, sans pouvoir être qualifiées de démence, revêtent cependant un caractère de gravité qui fait disparaître ou atténuer fortement la responsabilité du sujet. Il aurait donc suffi de donner au mot démence le sens qu'il a acquis en matière judiciaire, sans se tenir à la rigueur des classifications scientifiques.

Votre Commission n'a pas partagé cette manière de voir.

Elle vous propose, comme conclusions aux considérations développées ci-dessus, de rédiger l'article premier comme suit :

Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer...

*
* * *

A l'article 3, votre Commission vous propose d'ajouter un 4^e alinéa, qui serait rédigé comme suit :

« Le dossier est mis, pendant quarantè-huit heures, à la disposition de » l'inculpé ».

L'alinéa 4 du projet serait supprimé, et remplacé par un article 4^{bis} dont nous parlons plus loin.

Il résulte du texte ainsi rédigé, que le dossier sera communiqué au conseil de l'inculpé avant le débat, même si celui-ci a lieu dès le début de l'instruction.

Il va de soi, et la Commission tient à l'affirmer, que le dossier devra contenir un procès-verbal des observations faites par les médecins depuis la mise du prévenu en annexe, et tous les éléments acquis, en ce qui concerne son état mental, depuis ce moment.

A l'article 4, une nouvelle rédaction vous est proposée, plus précise que celle du projet. Comme il est évident qu'il n'est point possible d'interjeter appel d'une décision de la chambre de mises en accusation, de la cour d'appel ou de la cour d'assises, le nouveau texte dirait, d'une façon plus limitée :

« Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler de toute décision des juridictions d'instruction et de jugement de première instance ordonnant ou refusant le placement en observation.
» L'appel est formé et jugé...

*
* * *

Votre Commission vous propose d'insérer dans le texte un article 4^{bis}, ainsi conçu :

« Dans les cas prévus aux articles précédents, il est statué en Chambre du Conseil .

» Si l'inculpé le demande, la publicité des débats est ordonnée sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution ».

Le second alinéa est emprunté à l'article 7 du projet, relatif à l'internement. Les débats sur le placement en observation seront donc régis devant toutes les juridictions, quant à la publicité, aux mêmes règles que les débats sur l'instruction.

* *

L'article 5 doit être mis en concordance avec l'article premier.

La durée de l'observation devra donc être réduite à un mois, en principe. L'internement pourra être renouvelé, avec toutes les garanties de défense voulues. Ce texte met fin aux préventions de ceux que le terme de trois mois effrayait.

* *

A l'article 6, diverses modifications ont été proposées :

La première est la conséquence des changements apportés à l'article premier.

La seconde modification est relative à l'obligation imposée au juge d'ordonner l'internement, dans certains cas. Tout d'abord, le texte nouveau assimile la collocation antérieure à l'internement antérieur ; d'autre part, aucune condamnation antérieure n'entraînera de droit l'internement.

Le texte serait rédigé comme suit :

« Les juridictions d'instruction , et qui est dans un des états prévus à l'article 1^{er} ; elles doivent l'ordonner, si cet inculpé a déjà été colloqué pendant un an dans un établissement d'aliénés ou interné par application de la présente loi.

La décision indique. . . . »

Il est à remarquer que le mot *commis* est employé dans le texte pour indiquer que les juridictions n'auront pas à se préoccuper des questions de responsabilité, mais uniquement à examiner si le fait est établi.

* *

L'article 7 serait dédoublé.

Le premier alinéa de l'article 7 actuel formerait seul l'article 7.

Un article 7^{bis} prévoyant l'audition de témoins, tant devant la Chambre du Conseil que devant la Chambre des mises en accusation, serait libellé comme suit :

« Si l'inculpé le demande, la Chambre du Conseil et la Chambre des mises en accusation entendent les témoins et ordonnent la publicité des débats, sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution ».

* *

A l'article 8, le nouveau texte proposé par la Commission comprend les crimes et délits : l'accusé peut, en effet, avoir à répondre des deux.

En ce qui concerne les questions à poser au jury, elles seront les mêmes qu'aujourd'hui sur le point de savoir si l'accusé est coupable. La défense pourra, quant à cette question, plaider la démence.

Si le jury répond non, le nouveau texte permettra que des questions subsidiaires soient posées : la première sur le point de savoir si le fait a été commis, la seconde visera l'état de santé mentale.

Si le jury estime que l'accusé se trouve dans un des états indiqués à l'article premier, la Cour — non le jury — ordonnera ou non l'internement, conformément aux prescriptions de l'article 6.

* *

La dernière difficulté soulevée devant la Commission est visée par l'article 9.

Lors de la discussion devant la Chambre, l'honorable M. Destrée avait proposé un amendement libellé comme suit :

« L'auteur d'un acte dommageable, interné pour cause de démence ou de débilité mentale, reste néanmoins responsable, sur ses biens du préjudice causé, dans les conditions où le serait une personne normale ».

Cet amendement souleva des appréhensions, qui se renouvelèrent en Commission.

La question n'était cependant point nouvelle. La loi sur la protection de l'enfance l'avait résolue.

L'article 24 de la loi du 15 mai 1912 s'exprime, en effet, comme suit :

« Dans les cas où le fait est établi, le juge condamnera l'enfant aux frais, et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts. »

La Commission fut unanime à vous soumettre un texte analogue.

En cas d'internement du prévenu ou de l'inculpé qui se trouve dans un des états visés à l'article premier du projet, il laisse au juge le soin de déterminer, dans chaque cas, si le prévenu est ou n'est pas civilement responsable. Le texte donne satisfaction aux partisans de l'amendement de M. Destrée, et rompt avec un principe dont l'application aboutissait souvent à des résultats odieux, notamment lorsqu'un prévenu riche, acquitté pour irresponsabilité, était libéré de toute indemnisation, vis-à-vis de la victime pauvre, des actes accomplis pendant sa démence.

Le Rapporteur,

E. SOUDAN.

Le Président,

E. BRUNET.



AMENDEMENTS

renvoyés à la Commission par décision de la Chambre
en date du 7 juillet 1926.

AMENDEMENTEN

bij beschikking der Kamer van 7 Juli 1926, naar de Commissie verzonden.

CHAPITRE PREMIER.

De la mise en observation des
inculpés.

Amendement de M. Jeunissen :

Supprimer le chapitre premier.

ARTICLE PREMIER.

1. Amendement du Gouvernement :

Remplacer les mots : « en état de
démence, d'insuffisance ou de désé-
quilibre mental », par les mots :
« en état de démence, de déséquilibre
ou d'insuffisance mentale ».

**2. Amendement de M. Carton de
Wiart :**

Remplacer les mots : « en état de
démence, d'insuffisance ou de désé-
quilibre mental », par les mots :
« en état de démence ou de déséqui-
libre mental ».

3. Amendement de M. Poncelet :

Modifier cet article comme suit :

Lorsqu'il existe des raisons de croire
que l'inculpé, poursuivi pour crime ou
pour un délit que la loi punit d'une
peine pouvant s'élever à un an de pri-
son, est en état, etc...

EERSTE HOOFDSTUK.

Het in observatie stellen van de ver-
dachten.

**Amendement
van den heer Jeunissen**

Het eerste hoofdstuk doen weg-
vallen.

EERSTE ARTIKEL.

**1. Amendement van
de Regeering :**

De woorden : « krankzinnigheid,
geestelijkeminderwaardigheid of gees-
tesstoornis » te vervangen door :
« krankzinnigheid, geestesstoornis
of geestelijke minderwaardigheid ».

**2. Amendement van den heer
Carton de Wiart.**

De woorden : « krankzinnigheid,
geestelijke minderwaardigheid of gees-
tesstoornis », vervangen door :
« krankzinnigheid of geestesstoornis ».

**3. Amendement
van den heer Poncelet.**

Het wijzigen als volgt :

Als er aanleiding is te denken dat
de verdachte, vervolgd wegens mis-
daad of wegens wanbedrijf door de
wet gestraft met eene straf die één
jaar gevangenis kan bereiken, lijdt
aan... enz.

4. Amendements de M. Destrée :

a) Supprimer les mots : « les juridictions d'instruction ».

b) Subsidiairement, ajouter :

« Cette mesure ne suspendra en aucun cas, le cours régulier de l'instruction sur l'accusation ».

ART. 2.**Amendement de M. Jennissen :**

Subsidiairement au rejet du chapitre premier rédiger l'article comme suit :

Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, à condition cependant qu'elle fasse l'objet d'une requête écrite et motivée de l'inculpé ou de son conseil.

ART. 3.**Amendements de M. Poncelet.**

a) Faire des quatre derniers alinéas de l'article 3, un article spécial ;

b) Modifier l'alinéa 4 dans les termes ci-après :

Le dossier est mis pendant quarante-huit heures au moins, à la disposition du conseil de l'inculpé. (Supprimer le reste du paragraphe.)

2. Amendement de M. Destrée.

Supprimer les mots : « Si le premier interrogatoire de ce dernier remonte à un mois au moins ».

4. Amendementen van den heer Destrée :

a) De woorden : « De rechtbanken in de raadkamer » doen wegvallen.

b) Toevoegen in bijkomende orde :

« Deze maatregel kan, in geen geval, den regelmatig gang van het onderzoek over de beschuldiging schorsen ».

ART. 2.**Amendement van den heer Jennissen :**

Ingeval het eerste hoofdstuk moest verworpen worden, artikel 2 doen luiden :

« Deze maatregel kan, in elken stand der zaak, tot bij de eindbeschikking worden genomen, mits, nochtans, daartoe een geschreven en met redenen omkleed verzoek van den verdachte of van dezès raadsman uitgaat. »

ART. 3.**1. Amendementen van den heer Poncelet :**

a) De laatste vier alinea's van artikel 3 tot een bijzonder artikel maken.

b) De vierde alinea doen luiden :

Het dossier wordt gedurende minstens acht en veertig uur ter beschikking van den raadsman van den verdachte gesteld. (Het overige der paragraaf doen wegvallen).

2. Amendement van den heer Destrée :

Doen wegvallen, de woorden :

« Indien het eerste verhoor, dezen afgenomen, ten minste een maand te voren heeft plaats gehad ».

ART. 5.

1. Amendements de M. Destrée.

a) Après les mots : « comparution de l'inculpé », ajouter : « et audition de son conseil dans les conditions de l'article 3 ».

b) Ajouter (in fine) « L'inculpé interné en observation jouit néanmoins de tous les droits réservés aux inculpés par la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive ».

CHAPITRE II.

De l'internement des inculpés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental.

Amendement du Gouvernement.

Modifier l'intitulé comme suit :

De l'internement des inculpés en état de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale.

ART. 6.

1. Amendement du Gouvernement.

Remplacer les mots : « en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental », par les mots : « en état de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale ».

2. Amendement de M. Carton de Wiart.

Remplacer les mots : « en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental », par les mots : « en état de démence ou de déséquilibre mental ».

3. Amendement de M. Destrée.

Rédiger l'article 6 comme suit :
« Lorsque l'inculpé est en aveu

ART. 5.

1. Amendementen van den heer Destrée.

a) Na de woorden : « na verschijning van den verdachte » inlasschen de woorden ; « en gehoord zijn Raad naar luid van de bepalingen van artikel 3 ».

b) Toevoegen in fine : « De in dwangverpleging geplaatste verdachte geniet echter al de rechten aan de verdachten voorbehouden door de wet van 20 April 1874 op de voorloopige inhechtenisneming ».

HOOFDSTUK II.

De dwangverpleging van de verdachten die lijden aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis.

Amendement van de Regering.

Den titel doen luiden :

De dwangverpleging van de verdachten die lijden aan krankzinnigheid, geestesstoornis of geestelijke minderwaardigheid.

ART. 6.

1. Amendement van de Regering.

De woorden : « krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis » vervangen door : « krankzinnigheid, geestesstoornis of geestelijke minderwaardigheid ».

2. Amendement van den heer Carton de Wiart.

De woorden : « krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis » vervangen door : « krankzinnigheid of geestesstoornis ».

3. Amendement van den heer Destrée.

Artikel 6 doen luiden :

« Wanneer de verdachte bekend een

d'avoir commis un fait qualifié crime ou délit et qu'il est constant qu'il est en état de démence ou de déséquilibre mental, les juridictions d'instruction et le jugement peuvent ordonner un internement immédiat dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement. Elles doivent l'ordonner si l'inculpé a déjà été interné pendant un an au moins ».

4. Amendement de M. Jennissen.

Rediger comme suit l'article 6 :

« Les juridictions de jugement ordonneront l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est en état de démence ou de déséquilibre mental, si cet inculpé a déjà été interné ou s'il a été condamné antérieurement à une peine de prison ».

5. Amendements de M. Poncelet.

a) Biffer les trois premières lignes de l'article et commencer ainsi :

Les juridictions de jugement...

b) Au lieu des mots : « de l'inculpé qui a commis » dire : « de l'inculpé poursuivi ou condamné pour avoir commis... »

als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit te hebben gepleegd en het vast staat dat hij lijdt aan krankzinnigheid of geestesstoornis, kunnen de rechtbanken in raadkamer en ter terechtstelling onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging gelasten van den verdachte in een van de door de Regeering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten. Zij moeten het doen, wanneer de verdachte gedurende ten minste een jaar reeds in dwangverpleging werd geplaatst. »

4. Amendement van den heer Jennissen.

Artikel 6 doen luiden :

« De rechtbanken ter terechtzitting zullen de onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging in een van de door de Regeering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten gelasten van den verdachte, die een als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit heeft gepleegd en die lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis, bijaldien deze verdachte reeds geïnterneerd is geweest of vroeger tot een gevangenisstraf werd veroordeeld. »

5. Amendement van den heer Poncelet.

a) De eerste drie lijnen weglaten en het artikel aanvangen met de woorden :

De rechtbanken ter terechtzitting...

b) In plaats van de woorden : van den verdachte, die een als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit heeft gepleegd, zeggen : van den verdachte, vervolgd of veroordeeld om een als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit te hebben gepleegd.

6. Amendement de M. Van Dievoet.

Supprimer le début de l'article qui serait libellé comme suit :

« Les juridictions de jugement peuvent... (la suite comme au projet).

ART. 7.

1. Amendement de M. Poncelet

Après les mots : Si l'inculpé le demande, » ajouter : « *les juridictions d'instruction entendent...* » etc.

2. Amendement de M. Van Dievoet

Supprimer cet article.

ART. 8.

1. Amendement du Gouvernement :

Remplacer les mots : « en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental », par les mots : « en état de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale ».

2. Amendement de M. Carton de Wiart :

Remplacer les mots : « en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental », par les mots : « en état de démence ou de déséquilibre mental ».

3. Amendement de M. Destrée :

Ajouter in fine : « Il pourra être également posé la question de savoir si l'inculpé était en état de démence au moment du fait qui lui est reproché. La réponse affirmative ne donnera pas lieu à internement ».

6. Amendement van den heer Van Dievoet :

Artikel 6 doen aanvangen als volgt :

De rechtbanken ter terechtzitting kunnen,... enz.

ART. 7.

1. Amendement van den heer Poncelet :

Na de woorden : Indien de verdachte het vraagt : *inlasschen : « hooren de rechtsmachten van onderzoek... »* enz.

2. Amendement van den heer Van Dievoet :

Het doen wegvallen.

ART. 8.

1. Amendement van de Regering :

De woorden : « krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis », vervangen door de woorden : « krankzinnigheid, geestesstoornis of geestelijke minderwaardigheid ».

2. Amendement van den heer Carton de Wiart :

De woorden : « krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis », vervangen door : « krankzinnigheid of geestesstoornis ».

3. Amendement van den heer Destrée :

Bijvoegen in fine : « *Insgelijks kan de vraag worden gesteld of de verdachte aan krankzinnigheid leed op het oogenblik van het hem ten laste gelegde feit. Luidt het antwoord ja, dan heeft geen plaatsing in dwangverpleging plaats* ».

4. Amendement de M. Poncelet :

A la dernière phrase, au lieu du mot : « est » dire « peut être ».

ART. 9.**Amendement de M. Poncelet :**

Au lieu de : « est condamné », dire : « peut-être condamné aux frais ».

ART. 10.**Amendement de M. Van Dievoet :**

Lire la deuxième phrase comme suit : « Dans le même cas, les juridictions de jugement, etc... »

ART. 10bis.**1. Article nouveau proposé par amendement de M. Destrée :**

L'auteur d'un acte dommageable interné pour cause de démence ou de débilité mentale, reste néanmoins responsable, sur ses biens, du préjudice causé, dans les conditions où le serait une personne normale.

2. Sous-amendement de M. Franck :

Si l'amendement de M. Destrée est considéré comme rentrant dans le cadre de la loi, le rédiger comme suit :

L'auteur d'un acte dommageable, commis en état de démence ou de débilité mentale, est responsable sur ses biens du préjudice causé.

4. Amendement van den heer Poncelet :

Den laatsten volzin te doen luiden: Luidt het antwoord, ja, dan *kan* door het Hof plaatsing in dwangverpleging gelast worden.

ART. 9.**Amendement van den heer Poncelet**

Wordt in de kosten verwezen : te lezen : *kan* in de kosten verwezen worden.

ART. 10.**Amendement van den heer Van Dievoet**

Den tweeden zin doen luiden : « In hetzelfde geval spreken de *rechtbanken ter terechtzitting* de bijzondere... enz. »

ART. 10bis.**1. Nieuw artikel bij amendement ingediend door den heer Destrée :**

De dader van een schadelijk feit, opgesloten wegens krankzinnigheid of zwakzinnigheid, blijft echter, op zijn goederen, aansprakelijk voor het veroorzaakte nadeel, op de wijze als een normaal persoon aansprakelijk zou zijn.

2. Sub-Amendement van den heer Franck :

Zoo het amendement van den heer Destrée als ontvankelijk wordt beschouwd, het doen luiden :

« De dader van een schadelijk feit, gepleegd in staat van krankzinnigheid of van zwakzinnigheid, is, op zijn goederen, aansprakelijk voor het veroorzaakte nadeel ».

**3. Sous-amendement
de M. Masson :**

L'auteur d'un acte dommageable interné pour cause de démence ou de démence mentale, pourra être condamné à la réparation totale ou partielle du préjudice causé.

CHAPITRE III.

De la composition et des attributions des commissions instituées auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires.

ART. 11.

1. Amendement de la Commission.

Rédiger comme suit l'alinéa premier :

Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une commission composée d'un magistrat président, délégué par le premier président de la cour d'appel, d'un avocat, ayant au moins dix années d'inscription au Tableau, désigné par le Ministre de la Justice sur une liste de trois noms présentée par le Bâtonnier de l'ordre des avocats du chef-lieu de la province, et d'un médecin, délégué par le Ministre de la Justice.

2. Amendement de M. Rubbens :

Remplacer les mots : « d'un membre du conseil provincial » par : « du directeur de l'établissement pénitentiaire où l'annexe psychiatrique est installée ».

ART. 12.

Amendement de M. Rubbens :

Remplacer le mot : « statue » par « délibère ».

**3. Sub-amendement
van den heer Masson :**

De dader van een schadelijk feit, opgesloten wegens krankzinnigheid of zwakzinnigheid, kan tot volledig of gedeeltelijk herstel van het veroorzaakte nadeel worden veroordeeld.

HOOFDSTUK III.

Samenstelling en bevoegdheid van de bij de psychiatrische afdelingen der strafinstellingen voorzien commissiën.

ART. 11.

1. Amendement van de Commissie.

In de eerste alinea, de woorden : « uit een lid van den provincieraad, afgevaardigd door de bestendige deputatie der provincie »

Vervangen door : « uit een advocaat, ten minsten tien jaar lang op de Lijst der Balie ingeschreven, door den Minister van Justitie aangewezen op een lijst met drie namen, voorgedragen door den Stafhouder van de orde der advocaten uit de hoofdplaats der provincie, en uit een geneesheer bij de afdeling afgevaardigd door den Minister van Justitie.

2. Amendement van den heer Rubbens.

De woorden : « uit een lid van den provincieraad » vervangen door : « uit den bestuurder van de straf-inrichting waar de psychiatrische afdeling is ingesteld ».

ART. 12.

Amendement van den heer Rubbens.

Het woord : « beslist » vervangen door : « beraadslaagt ».

ART. 13.

Amendement de M. Rubbens :

Supprimer cet article.

ART. 15.

Amendement de M. Poncelet :

Rédiger ainsi cet article :

Les débats ont lieu à huis clos, *s'ils sont de nature à justifier cette mesure ou si l'inculpé le demande.* (supprimer le surplus de l'article).

ART. 16.

Amendement de M. Poncelet :

Supprimer les mots :

« Si la demande est rejetée, l'interné ne peut la reproduire avant six mois ».

CHAPITRE IV.

De la durée de l'internement et de l'élargissement des internés.

ART. 17.

Amendement de M. Poncelet :

Au lieu des mots : « l'internement est », dire : « l'internement peut être ».

ART. 18.

Amendement de M. Rubbens :

Rédiger cet article comme suit :

Lorsque l'état mental *et moral* de l'interné est suffisamment amendé pour qu'il y ait lieu de croire qu'il ne constitue plus un danger *pour la société*, la commission prévue au chapitre III

ART. 13.

Amendement van den heer Rubbens.

Het artikel weglaten.

ART. 15.

Amendement van den heer Poncelet.

Het artikel doen luiden :

De verhandelingen geschieden met gesloten deuren, *indien zij van aard zijn om dezen maatregel te billijken of indien de verdachte het vraagt,* (Het overige van het artikel doen wegvallen).

ART. 16.

Amendement van den heer Poncelet.

Het laatste gedeelte van den volzin weglaten.

HOOFDSTUK IV.

Duur der dwangverpleging en ontslag van de geïnterneerden.

ART. 17.

Amendement van den heer Poncelet.

Te lezen : De plaatsing in dwangverpleging *kan* voor vijf jaar *gelast* worden.

ART. 18.

Amendement van den heer Rubbens.

Het artikel doen luiden :

Wanneer de geestesgesteldheid van den geïnterneerde zoover is verbeterd dat er aanleiding is te denken dat hij niet meer gevaarlijk is, wordt zijn ontslag, door de bij hoofdstuk III

propose son élargissement à l'essai ou à titre définitif au Ministre de la Justice.

ART. 19.

Amendement de M. Rubbens :

Rédiger cet article comme suit :

Les internés élargis à l'essai sont soumis pendant le délai prévu par la loi pour les condamnés à une surveillance psychiatrique dont les modalités sont fixées par la décision d'élargissement.

La manifestation de troubles mentaux nouveaux et le fait de se soustraire à l'observation psychiatrique sont considérés au même titre que les autres faits prévus par la loi sur la libération conditionnelle comme des causes de réintégration à l'annexe psychiatrique où il a été précédemment interné.

ART. 20.

Amendement de M. Rubbens :

Supprimer les mots : « par la commission ».

voorziene commissie, bij wijze van proef of voor goed aan den minister van Justitie voorgesteld.

ART. 19.

**Amendement
van den heer Rubbens.**

Het artikel doen luiden :

« De op proef ontslagen geïnterneerden blijven gedurende den bij de wet voor de veroordeelden voorzienen termijn onder psychiatrisch toezicht waarvan de modaliteiten bij de beschikking tot ontslag bepaald worden.

De uiterlijke blijken van nieuwe geestesstoring en het feit van zich aan de psychiatrische observatie te onttrekken worden op gelijke wijze beschouwd als de overige feiten, voorzien bij de wet op de invrijheidstelling onder voorwaarde, als redenen voor heropsluiting in de psychiatrische afdeling waar hij vroeger nog geïnterneerd was. »

ART. 20.

**Amendement
van den heer Rubbens.**

Het woord : « door de commissie » weglaten.



(ANNEXE AU RAPPORT N° 211).

(BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 211).

CHAMBRE

des Représentants

SESSION DE 1926-1927.

Défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable.

(CHAPITRES I, II, III ET IV
DU PROJET DE LOI.)

TABLEAU DES TEXTES :

1. Projet de loi, n° 124 (S. E. 1925).
2. Amendements de la Commission d'accord avec le Gouvernement.

KAMER

der Volksvertegenwoordigers

ZITTINGSJAAR 1926-1927.

Bescherming der maatschappij tegen de abnormalen de gewoontemisdadigers en de schuldige jeugd.

(HOOFDSTUKKEN I, II, III EN IV
VAN HET WETSONTWERP).

TABEL DER TEKSTEN

1. Wetsontwerp, n° 124 (B. Z. 1925).
2. Amendementen van de Commissie in overeenstemming met de Regeering.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

De la mise en observation des inculpés.

Het in observatie stellen van de verdachten.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

Als er aanleiding is te denken dat de verdachte lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis, kunnen de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting hem in observatie stellen in de psychiatrische afdeling van een strafinstelling, de onmiddellijke tenuitvoerlegging van deze beschikking gelastende, indien daartoe termen zijn.

ART. 2.

ART. 2.

Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, soit d'office, soit sur la réquisition du ministre public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil.

Deze maatregel kan, in elken stand der zaak tot bij de eindbeschikking, worden genomen hetzij van ambtswege, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van den verdachte of van dezes raadsman.

Cette réquisition et cette requête doivent être écrites et motivées.

Vordering en verzoek dienen schriftelijk opgemaakt en met redenen omkleed te zijn.

ART. 3.

ART. 3.

Cette réquisition et cette requête spéciale sont adressées à la Chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; au tribunal correctionnel depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement; à la chambre des appels correctionnels depuis l'appel jusqu'à l'arrêt; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge; à la cour d'assises ou, si celle-ci n'est pas en session, à la chambre des mises en accusation, depuis la notification de l'arrêt de renvoi.

Die vordering en dit verzoek worden aan de raadkamer gericht tot wanneer de beschikking van verwijzing is verleend; aan de correctioneel rechtbank, van de beschikking van verwijziging af tot het vonnis; aan de kamer van beroep van correctioneel zaken, van het beroep af tot het arrest; aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van de beschikking van verwijzing af tot de kennisgeving van het arrest; aan dezelfde kamer, gedurende de rechtsvordering tot regeling van rechtsgebied; aan het hof van assisen, of buiten de zittingen van het hof van assisen aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van af de kennisgeving van het arrest van verwijziging.

Amendements de la Commission
d'accord avec le Gouvernement.

Amendementen van de Commissie
in overeenstemming met de Regeering.

ARTICLE PREMIER.

Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

ART. 3.

Cette réquisition et cette requête spéciale sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; au tribunal correctionnel depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement; à la chambre des appels correctionnels depuis l'appel jusqu'à l'arrêt; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge; à la cour d'assises où, si celle-ci n'est pas en session, à la chambre des mises en accusation, depuis la notification de l'arrêt de renvoi.

EERSTE ARTIKEL.

Als er aanleiding is te denken dat de verdachte lijdt aan krankzinnigheid, of door erge geestesstoornis of geesteszwakheid is aangedaan, waardoor hij alle bewustheid over zijn daden heeft verloren, kunnen de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting, in de gevallen waarin de wet de voorloopige hechtenis toelaat, hem in observatie stellen in de psychiatrische afdeling van een strafinstelling, de onmiddellijke tenuitvoerlegging van deze beschikking gelastende, indien daartoe termen zijn.

ART. 2.

(Zooals hiernaast.)

ART. 3.

Die vordering en dit verzoek worden aan de raadkamer gericht tot wanneer de beschikking van verwijzing is verleend; aan de correctionele rechtbank, van de beschikking van verwijzing af tot het vonnis; aan de kamer van beroep van correctionele zaken, van het beroep af tot het arrest; aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van de beschikking van verwijzing af tot de kennisgeving van het arrest; aan dezelfde kamer, gedurende de rechtsvordering tot regeling van rechtsgebied; aan het hof van assisen, of buiten de zittingen van het hof van assisen aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van af de kennisgeving van het arrest van verwijzing.

Projet de loi.

Le président de la chambre appelée à statuer fait indiquer, quarante-huit heures au moins d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donne avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil.

Le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé, si le premier interrogatoire de ce dernier remonte à un mois au moins.

Il est statué en chambre du conseil.

ART. 4.

Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler de toute décision tant des juridictions de jugement que des juridictions d'instruction ordonnant ou refusant le placement en observation.

L'appel est formé et jugé suivant les articles 19 et 20 de la loi du 20 avril 1874.

Wetsontwerp.

De voorzitter van de kamer die heeft te beschikken, laat, ten minste acht en veertig uur op voorhand, op een ter griffie gehouden bijzonder register, plaats, dag en uur voor de verschijning vermelden.

Bij aangeteekend schrijven geeft de griffier daarvan kennis aan den beklaagden en aan dezen raadsman.

Het dossier wordt gedurende acht en veertig uur ter beschikking van den raadsman van den verdachte gesteld, indien het eerste verhoor, dezen afgenomen, ten minste een maand te voren heeft plaats gehad.

De uitspraak geschiedt in raadkamer.

ART. 4.

Het openbaar ministerie en de verdachte kunnen in hooger beroep komen van elke beschikking zoo van de rechtbanken ter terechtzitting als van de rechtbanken in raadkamer, waarbij het in observatie stellen gelast of geweigerd wordt.

Het beroep wordt ingediend en be-recht overeenkomstig de artt. 19 en 20 der wet van 20 April 1874.

Amendements de la Commission
d'accord avec le Gouvernement.

Le président de la chambre appelée à statuer fait indiquer, quarante-huit heures au moins d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donne avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil.

Le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé.

(L'alinéa 5 fait l'objet d'un article 4^{bis})

ART. 4.

Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler de toute décision des juridictions d'instruction et de jugement de première instance ordonnant ou refusant le placement en observation.

L'appel est formé et jugé suivant les articles 19 et 20 de la loi du 20 avril 1874.

ART. 4^{bis}.

Dans les cas prévus aux articles précédents, il est statué en chambre du conseil.

Si l'inculpé le demande, la publicité des débats est ordonnée sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution.

Amendementen van de Commissie
in overeenstemming met de Regeering.

De voorzitter van de kamer die heeft te beschikken, laat, ten minste acht en veertig uur op voorhand, op een ter griffie gehouden bijzonder register, plaats, dag en uur voor de verschijning vermelden.

Bij aangeteekend schrijven geeft de griffier daarvan kennis aan den beklaagden en aan dezen raadsman.

Het dossier wordt gedurende acht en veertig uren ter beschikking van den raadsman van den verdachte gesteld.

(Alinea 5 wordt artikel 4^{bis}.)

ART. 4.

Het openbaar ministerie en de verdachte kunnen in hooger beroep komen van elke beschikking zoo van de rechtbanken ter terechtzitting als van de rechtbanken van eerste aanleg in raadkamer, waarbij het in observatie stellen gelast of geweigerd wordt.

Het beroep wordt ingediend en be-recht overeenkomstig de artt. 19 en 20 der wet van 20 April 1874.

ART. 4^{bis}.

In de gevallen bij de voorafgaande artikelen voorzien, wordt in raadkamer beslist.

Zoo de verdachte het vraagt, wordt de openbaarheid der debatten bevolen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 96 der Grondwet.

Projet de loi.

ART. 5.

La durée du placement en observation est de trois mois au plus. Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la chambre du conseil peut, après comparution de l'inculpé, en ordonner la prolongation pendant un nouveau terme de trois mois.

A la fin du placement, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'article 6.

CHAPITRE II.

De l'internement des inculpés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental.

ART. 6.

Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental; elles doivent l'ordonner si l'inculpé a déjà été interné pendant un an au moins ou s'il a été condamné antérieurement à un emprisonnement d'un an au moins.

La décision indique la durée de l'internement, qui est de cinq, dix ou quinze années, suivant les distinctions établies à l'article 17.

Wetsontwerp.

ART. 5.

De observatietijd duurt ten hoogste drie maanden. Lijkt zij na afloop van dezen termijn nog onvoldoende, dan kan de raadkamer, na verschijning van verdachte, den observatietijd voor een nieuwen termijn van drie maanden verlengen.

Zoodra de observatie ten einde is, wordt de verdachte tegen wien bevel van gevangenhouding is verleend, weder in het huis van arrest of van justitie opgesloten, ten ware onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging wordt gelast overeenkomstig artikel 6.

HOOFDSTUK II.

De dwangverpleging van de verdachten die lijden aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis.

ART. 6.

De rechtbanken in raadkamer, behalve wanneer het een misdaad, een politiek wanbedrijf of persdelict betreft, en de rechtbanken ter terechtzitting kunnen onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging in een van de door de Regeering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten gelasten van den verdachte, die een als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit heeft gepleegd en die lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis; zij moeten dezen maatregel gelasten, indien de verdachte reeds gedurende ten minste een jaar geïnterneerd is geweest, of indien hij vroeger werd veroordeeld tot een gevangenisstraf van ten minste één jaar.

De beschikking bepaalt den duur der dwangverpleging, welke vijf, tien of vijftien jaar bedraagt, volgens het bij art. 17 gemaakte onderscheid.

Amendements de la Commission
d'accord avec le Gouvernement.

ART. 5.

La durée du placement en observation est *d'un mois* au plus. Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la chambre du conseil peut, après comparution de l'inculpé et dans les conditions fixées à l'article 3, en ordonner la prolongation pour un mois au plus. Cette prolongation peut être renouvelée, sans que le placement en observation puisse, en aucun cas, dépasser six mois.

À la fin du placement, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'article 6.

CHAPITRE II.

De l'internement des inculpés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental.

ART. 6.

Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'article premier; elles doivent l'ordonner si cet inculpé a déjà été colloqué pendant un an dans un établissement d'aliénés ou interné par application de la présente loi.

La décision indique la durée de l'internement, qui est de cinq, dix ou quinze années, suivant les distinctions établies à l'article 17.

Amendementen van de Commissie
in overeenstemming met de Regeering.

ART. 5.

De observatietijd duurt ten hoogste eene maand. Lijkt de observatie, na afloop van dezen termijn, nog onvoldoende, dan kan de raadkamer, na verschijning van verdachte, en op de wijze bij artikel 3 bepaald, den observatietijd voor een nieuwen termijn van hoogstens eene maand verlengen. Deze verlenging kan vernieuwd worden, zonder dat de observatietijd, in geen geval, zes maanden mag overschrijden.

Zoodra de observatie ten einde is, wordt de verdachte tegen wien bevel van gevangenhouding is verleend, weder in het huis van arrest of van justitie opgesloten, ten ware onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging wordt gelast overeenkomstig artikel 6.

HOOFDSTUK II.

De dwangverpleging van de verdachten die lijden aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis.

ART. 6.

De rechtbanken in raadkamer, behalve wanneer het een misdad of een wanbedrijf in politieke of perszaken geldt, en de rechtbanken ter terechtzitting kunnen onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging in een van de door de Regeering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten gelasten van den verdachte, die een als misdad of wanbedrijf gekwalificeerd feit heeft gepleegd en die zich in een der bij het eerste artikel voorziene toestanden bevindt; zij moeten dezen maatregel gelasten, indien verdachte reeds gedurende een jaar is opgesloten geweest in een krankzinnigen gesticht of geïnterneerd bij toepassing van deze wet.

De beschikking bepaalt den duur der dwangverpleging, welke vijf, tien of vijftien jaar bedraagt, volgens het bij art. 17 gemaakte onderscheid.

Projet de loi.

ART. 7.

Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation. Si l'inculpé le demande, celle-ci entend les témoins et ordonne la publicité des débats sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution.

ART. 8.

S'il résulte des débats devant la cour d'assises que l'accusé paraît être en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, ou si la défense le propose, des questions subsidiaires sont posées au jury en ces termes : « Est-il constant que l'accusé a commis tel crime ? Est-il constant que l'accusé est en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental ? » En cas de réponses affirmatives, l'internement est ordonné par la cour.

ART. 9.

L'inculpé ou l'accusé dont l'internement est prononcé est condamné aux frais; il est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

ART. 10.

La juridiction répressive saisie de l'action civile en même temps que de l'action publique demeure compétente pour statuer sur la première dans le cas de l'article 6 de la présente loi. Dans le même cas, les juridictions d'instruction et de jugement prononcent la confiscation spéciale comme à l'égard d'un condamné.

Wetsontwerp.

ART. 7.

De beschikking van de raadkamer, waarbij dwangverpleging wordt gelast of geweigerd, zijn vatbaar voor hooger beroep vóór de kamer van inbeschuldigingstelling. Indien de verdachte het vraagt, hoort deze kamer de getuigen en beveelt zij dat de verhandelingen openbaar zullen zijn, behoudens toepassing van art. 96 der Grondwet.

ART. 8.

Indien uit de verhandelingen vóór het hof van assisen blijkt dat de beschuldigde aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis schijnt te lijden, of indien de verdediger het voorstelt, worden aan de jury bijkomende vragen gesteld, als volgt : « Staat het vast dat beschuldigde die of die misdaad heeft gepleegd ? Staat het vast dat beschuldigde lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis ? » Luidt het antwoord ja, dan wordt door het hof plaatsing in dwangverpleging gelast.

ART. 9.

De verdachte of de beschuldigde wiens plaatsing in dwangverpleging is uitgesproken, wordt in de kosten verwezen; hij wordt naar de psychiatrische afdeling van een strafinstelling overgebracht.

ART. 10.

De strafrechter, bij wien de rechtsvordering tot schadevergoeding en de rechtsvordering tot straf tegelijk aanhangig zijn gemaakt, blijft bevoegd om op de eerste te beschikken in het geval van art. 6 van deze wet. In het zelfde geval, spreken de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting de bijzondere verbeurdverklaring uit zooals ten aanzien van een veroordeelde.

Amendements de la Commission
d'accord avec le Gouvernement.

ART. 7.

Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation.

ART. 7 bis.

Si l'inculpé le demande, la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation entendent les témoins et ordonnent la publicité des débats, sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution.

ART. 8.

S'il résulte des débats devant la cour d'assises que l'accusé paraît être dans un des états prévus à l'article 1^{er}, ou si la défense le propose, des questions subsidiaires sont posées au jury en ces termes : « Est-il constant que l'accusé a commis tel fait qualifié crime ou délit? Est-il constant que l'accusé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, le rendant incapable du contrôle de ses actions? »

En cas de réponse affirmative, la cour statue sur l'internement, conformément à l'article 6.

ART. 9.

Si l'internement est ordonné, l'inculpé ou l'accusé est condamné aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Il est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

Amendementen van de Commissie
in overeenstemming met de Regeering.

ART. 7.

De beschikking van de raadkamer, waarbij dwangverpleging wordt gelast of geweigerd, zijn vatbaar voor hooger beroep vóór de kamer van inbeschuldigingstelling.

ART. 7bis.

Indien de verdachte het vraagt, hooren de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling de getuigen en bevelen zij dat de verhandelingen openbaar zullen zijn, behoudens toepassing van artikel 96 der Grondwet.

ART. 8.

Indien uit de verhandelingen vóór het hof van assisen blijkt dat de beschuldigde zich in een van bij het eerste artikel voorziene toestanden bevindt, of indien de verdediger het voorstelt, worden aan de jury bijkomende vragen gesteld, als volgt : « Staat het vast dat beschuldigde *dusdanig feit, als misdadig of wanbedrijf omschreven*, heeft gepleegd? Staat het vast dat beschuldigde lijdt aan krankzinnigheid, of door erge geestesstoornis of geesteszwakte is aangedaan, waardoor hij alle bewustheid over zijne daden heeft verloren? »

Luidt het antwoord ja, dan wordt door het hof over de interneering beslist, overeenkomstig artikel 6.

ART. 9.

Wordt de interneering bevolen, dan wordt de verdachte of de beschuldigde in de kosten, zoonodig, tot teruggaaf en tot schadevergoeding verwezen.

Hij wordt naar de psychiatrische afdeeling van een strafinstelling overgebracht.

ART. 10.

(Zooals hiernaast.)

Projet de loi.

CHAPITRE III.

De la composition et des attributions des commissions instituées auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires.

ART. 11.

Il est institué après de chaque annexe psychiatrique une commission composée d'un magistrat président, délégué par le premier président de la cour d'appel, d'un membre du conseil provincial, délégué par la députation permanente de la province, et d'un médecin de l'annexe, délégué par le ministre de la Justice.

Les membres de la commission sont délégués pour un an ; ils ont chacun un suppléant. Un employé désigné par le ministre de la Justice fait fonction de secrétaire.

ART. 12.

La commission désigne l'établissement où l'internement aura lieu, ordonne, le cas échéant, le transfert de l'interné dans un autre établissement et statue sur son élargissement à l'essai ou à titre définitif.

ART. 13.

La commission peut, avant de statuer, prendre l'avis d'un médecin étranger à l'administration.

L'interné peut aussi se faire examiner par un médecin de son choix.

ART. 14.

Le procureur du Roi de l'arrondissement, le directeur de l'établissement, l'interné et son conseil sont entendus ; le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'interné.

Wetsontwerp.

HOOFDSTUK III.

Samenstelling en bevoegdheid van de bij de psychiatrische afdelingen der strafinstellingen voorziene commissiën.

ART. 11.

Bij elke psychiatrische afdeling wordt een commissie ingesteld bestaande uit een magistraat-voorzitter, afgevaardigd door den eersten voorzitter van het hof van beroep, uit een lid van den provincieraad, afgevaardigd door de bestendige deputatie der provincie, en uit een geneesheer bij de afdeling, afgevaardigd door den minister van Justitie.

De leden der commissie zijn afgevaardigd voor één jaar ; zij hebben ieder een plaatsvervanger. Een beambte aangewezen door den minister van Justitie, neemt het ambt van secretaris waar.

ART. 12.

De commissie wijst het gesticht voor de dwangverpleging aan, beveelt desgevallend dat de geïnterneerde naar een ander gesticht zal worden overgebracht en beslist over het op proef of het definitief ontslaan van den geïnterneerde.

ART. 13.

Alvorens uitspraak te doen, kan de commissie het advies inwinnen van een niet aan het bestuur verbonden geneesheer.

De geïnterneerde kan zich evenzoo laten onderzoeken door een geneesheer dien hij zelf aanwijst.

ART. 14.

De Procureur des Konings van het arrondissement, de bestuurder van het gesticht, de geïnterneerde en zijn raadsman worden gehoord : het dossier wordt gedurende acht en veertig uur ter beschikking gesteld van den raadsman van den geïnterneerde.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 15.

ART. 15.

Les débats ont lieu à huis clos ; les comités de patronage sont invités à s'y faire représenter par un de leurs membres.

De verhandelingen geschieden met gesloten deuren ; de beschermingscomiteiten worden uitgenoodigd om zich door één van hun leden daarbij te laten vertegenwoordigen.

ART. 16.

ART. 16.

Le transfert d'un interné dans un autre établissement ou son élargissement peuvent être provoqués par le procureur du Roi ou par l'interné ; si la demande est rejetée, l'interné ne peut la reproduire avant six mois.

Het overbrengen van een geïnterneerde naar een ander gesticht of het ontslag van een geïnterneerde kan worden verzocht door den Procureur des Konings of door den geïnterneerde ; wordt het verzoek afgewezen, dan kan de geïnterneerde het eerst na zes maanden hernieuwen.

CHAPITRE IV.

HOOFDSTUK IV.

De la durée de l'internement et de l'élargissement des internés

Duur der dwangverpleging en ontslag van de geïnterneerden.

ART. 17.

ART. 17.

L'internement est ordonné pour cinq ans ; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle ; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort.

De plaatsing in dwangverpleging wordt gelast voor vijf jaar ; die termijn wordt tot tien jaar opgevoerd indien het feit strafbaar was met dwangarbeid of met buitengewone of levenslange hechtenis ; tot vijftien jaar, indien het feit strafbaar was met de doodstraf.

ART. 18.

ART. 18.

Lorsque l'état mental de l'interné est suffisamment amendé pour qu'il y ait lieu de croire qu'il ne constitue plus un danger social, la commission prévue au chapitre III ordonne son élargissement.

Wanneer de geestesgesteldheid van den geïnterneerde zoover is verbeterd dat er aanleiding is te denken dat hij niet meer gemeengevaarlijk is, wordt zijn ontslag door de bij hoofdstuk III vorziene commissie gelast.

Projet de loi.

ART. 19.

L'élargissement d'un interné peut être ordonné à titre d'essai. Dans ce cas, il reste soumis pendant un an au moins à une surveillance psychiatrique dont la durée et les modalités sont fixées par la décision d'élargissement.

S'il ne donne plus de signes de trouble mental, son élargissement devient définitif. Au cas contraire, ou s'il ne se soumet pas régulièrement à l'observation psychiatrique, il est, sur réquisitoire du procureur du Roi de l'arrondissement où il est trouvé, réintégré à l'annexe psychiatrique où il a été précédemment interné, pour être procédé conformément à l'article 12.

ART. 20.

Si l'élargissement n'a pas été ordonné par la commission, le procureur du Roi a la faculté, avant l'expiration des délais fixés à l'article 17, de faire soumettre la procédure à la juridiction qui a ordonné l'internement.

Cette juridiction peut ordonner la prorogation de la mesure, après avoir pris notamment l'avis du médecin chef de service de l'annexe psychiatrique et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné; la prorogation peut être renouvelée de la même manière.

La cour d'assises statue sans l'intervention du jury.

Wetsontwerp.

ART. 19.

Het ontslag van den geïnterneerde kan op proef worden gelast. In dit geval blijft hij gedurende ten minste één jaar onder psychiatrisch toezicht waarvan duur en modaliteiten bij de beschikking tot ontslag bepaald worden.

Geeft hij geen blijk van geestesstoring meer, dan wordt zijn ontslag definitief. In het tegenovergesteld geval, of bijaldien hij zich niet geregeld voor psychiatrische observatie aanmeldt, wordt hij, op de vordering van den Procureur des Konings van het arrondissement waar hij wordt aangetroffen, weder opgesloten in de psychiatrische afdeeling waar hij vroeger geïnterneerd is geweest, opdat verder gehandeld worde overeenkomstig art. 12.

ART. 20.

Indien het ontslag door de commissie niet gelast is geworden, staat het den Procureur des Konings vrij, vóór de bij art. 17 bepaalde termijnen verstreken zijn, de rechtspleging te laten onderwerpen aan de rechtbank door welke plaatsing in dwangverpleging werd gelast.

Die rechtbank kan verlenging van den maatregel gelasten, na inzonderheid het advies te hebben ingewonnen van den geneesheer, diesthoofd van de psychiatrische afdeeling, en van den bestuurder van de instelling waar de geïnterneerde zich bevindt; de verlenging kan op dezelfde wijze hernieuwd worden.

Het hof van assisen beschikt zonder tusschenkomst van de jury.

Projet de loi.

ART. 21.

Les condamnés pour crime ou délit qui, au cours de leur détention, donnent des signes de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale, sont, en vertu d'une décision du ministre de la Justice, internés dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement. Ils peuvent à l'expiration de leur peine, y être, à la requête du ministère public, maintenus, par décision de la juridiction qui a prononcé la condamnation, conformément à ce qui est dit aux articles 6, 17 et 20, et pour le temps qu'ils déterminent, mais sous déduction éventuelle de la durée de l'emprisonnement ou de l'internement déjà subis.

Wetsontwerp.

ART. 21.

De ter zake van misdraad of wanbedrijf veroordeelde personen die, tijdens hun hechtenis, teekenen van krankzinnigheid, geestesstoornis of geestelijke minderwaardigheid vertoonen, worden, krachtens een beslissing van den Minister van Justitie, in dwangverpleging geplaatst in een van de door de Regeering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten. Na het verstrijken van hun straf kunnen zij, op verzoek van het openbaar ministerie, in het gesticht worden behouden, bij beschikking van de rechtbank die de veroordeeling heeft uitgesproken, overeenkomstig het bepaalde in de art. 6, 17 en 20, en wel voor den daarin bepaalden termijn, na aftrek echter, in voorkomend geval, van den duur der hechtenis of der dwangverpleging die zij reeds hebben ondergaan.